

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Personne publique :**

**INSTITUT AGRO MONTPELLIER**

2 place Pierre Viala  
34060 Montpellier Cedex 2

**OBJET :**

**-Affaire n°25A0005-**

**Prestations d'actualisation du levé topographique, de détection et de repérage  
des réseaux dans le cadre du diagnostic de l'ensemble des réseaux existants sur  
le site de l'Institut Agro de Montpellier**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

## SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES _____	4
1.1. Objet du marché _____	4
1.1-1   Objet _____	4
1.1-2   Décomposition du marché public _____	4
1.1-3   Durée du marché public _____	4
1.2. Forme, procédure et mode de passation _____	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE _____	4
2.1. Pièces contractuelles _____	4
2.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles _____	5
ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION _____	5
3.1. Modalités de traitement des commandes _____	5
3.2. Utilisation des résultats _____	6
3.3 Ordres de service _____	6
3.4. Réexamen du marché public et modifications du marché _____	6
3.4.1 Evolutions du périmètre du marché public _____	6
3.4.2   Evolution technique _____	6
3.4.3   Modification calendrier d'exécution _____	6
3.4.4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement _____	6
3.5 Exécution complémentaire (clause de réexamen) _____	7
3.6 Dématérialisation de l'exécution des marchés _____	7
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE _____	7
4.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion _____	7
4.2 Modification des données administratives (clause de réexamen) _____	7
4.3 Obligation de conseil _____	8
4.4 Discrétion et confidentialité _____	8
ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION _____	9
5.1 Vérifications quantitatives et qualitatives _____	9
5-2 Décisions après vérifications _____	9
ARTICLE 6 : PENALITES _____	10
6.1. Pénalités de retard _____	10
6.2.   Pénalités pour autres litiges d'exécution _____	10
6.2.1.   Pénalités pour non-respect des moyens affectés au chantier définis dans l'offre _____	10
6.2.2.   Pénalités en cas de non-repliement ou de remise en état de la zone d'intervention _	10

6.2.3. Autres pénalités spécifiques _____	11
6.3. Pénalités relatives à la sous-traitance _____	11
6.3.1. Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant _____	11
6.3.2. Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance _____	11
6.4. Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers _____	11
6.4.1. Pénalités relatives la déclaration de détachement _____	11
6.4.2. Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers _____	12
6.5 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail _____	12
ARTICLE 7 : MODALITES FINANCIERES _____	12
7.1 Modalités de détermination des prix _____	12
7.1.1 Caractéristiques et contenu des prix _____	12
7.1.2 Variation et prix de règlements _____	12
7.2 Modalités de règlements des comptes _____	12
7.2.1 Règlement du prix des prestations _____	12
7.2.2 Modalités de facturation _____	13
7.3 Intérêts moratoires _____	14
7.4 Avance _____	14
7.5 Retenue de garantie et cautionnement _____	14
7.6 Acomptes et paiements partiels définitifs _____	15
7.7 Cession ou Nantissement _____	15
ARTICLE 8 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, liquidation judiciaire, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT _____	15
8.1 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire _____	15
8.2 Résiliation _____	15
8.3 Exécution par défaut _____	16
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIERES _____	16
9.1. Langue _____	16
9.2. Droit applicable _____	16
9.3. Monnaie _____	16
ARTICLE 10 : DIFFERENTS ET LITIGES _____	16
ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX _____	16

## ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché

#### 1.1-1 Objet

Le présent marché a pour objet : **les prestations d'actualisation des données topographiques (mise à jour, levés complémentaires et reports) et repérages exhaustifs des réseaux existants** dans le cadre des études de diagnostics des réseaux existants sur le site de l'**Institut Agro de Montpellier**.

La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution du marché : Campus de la Gaillarde à Montpellier, situé au 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier.

#### 1.1-2 Décomposition du marché public

La consultation est décomposée en 2 lots :

Lot 1 : Prestations d'actualisation des données topographiques & Synthèse des réseaux

Lot 2 : Prestations de repérage des réseaux existants secs & humides

#### 1.1-3 Durée du marché public

Le marché sera conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

### 1.2. Forme, procédure et mode de passation

Pour chaque lot, la consultation aboutira à un marché ordinaire attribué à un seul opérateur économique.

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert européen en application des articles L.2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

## ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### 2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre :

- ✓ **L'acte d'engagement** (formulaire ATTR11) à compléter et à signer par l'attributaire du marché uniquement et son **annexe n°1** « DPGF »,
- ✓ Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) ;
- ✓ Le cahier des **clauses techniques particulières** (CCTP) et ses 5 annexes :

- Annexe n°1 CCTP- Fond de plan topographique (format DWG) ;
  - Annexe n°2 CCTP- DT des réseaux existants : Hydraulique Pluvial, Assainissement EU, AEP, ENEDIS, GRDF, Télécom, ... ;
  - Annexe n°3 CCTP- Plan récolement des réseaux existants : Hydraulique Pluvial, Assainissement EU, AEP, ENEDIS, GRDF, Télécom, ... (format DWG)
  - Annexe n°4 CCTP- Diagnostic réseaux d'Assainissement (ITV) ;
  - Annexe n°5 CCTP-Cadre de réponse technique ;
- ✓ Le planning d'exécution des prestations et phasage entre intervenants établi avant le début de l'exécution des prestations ;
  - ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (**CCAG-PI**), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 ;
  - ✓ **L'offre technique du prestataire** et le cas échéant les pièces supplémentaires présentées par le Titulaire (mémoire technique...).
  - ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;

Seuls, les exemplaires des documents, listés ci-dessous et conservés par le Pouvoir Adjudicateur, font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour d'établissement des prix.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

## **2.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles**

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels, définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause portée aux conditions générales de vente du Titulaire, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessous, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

Les pièces générales (CCAG-PI), normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables, bien que non jointes matériellement au présent accord-cadre, sont réputées parfaitement connues par le Titulaire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION**

### **3.1. Modalités de traitement des commandes**

Dans le cadre de ce marché ordinaire, les délais d'exécution sont de 5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage.

Pour la prolongation des délais d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG PI.

### **3.2. Utilisation des résultats**

Il sera fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

### **3.3 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI du 30 mars 2021.

### **3.4. Réexamen du marché public et modifications du marché**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

#### **3.4.1 Evolutions du périmètre du marché public**

Le périmètre fixé au CCTP est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public. Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

#### **3.4.2 Evolution technique**

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

#### **3.4.3 Modification calendrier d'exécution**

Dans les cas où le calendrier d'exécution soit amené à varier durant l'exécution du marché public, le nouveau calendrier/phasage sera notifié au titulaire par l'acheteur.

#### **3.4.4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement**

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée en cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou de décès du cotraitant.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

### **3.5 Exécution complémentaire (clause de réexamen)**

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché public pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché public.

### **3.6 Dématérialisation de l'exécution des marchés**

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **4.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion**

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 (**Dispositions relatives à la lutte contre le travail illégal ou à l'emploi de main d'œuvre étrangère en situation irrégulière**).

En cas de sous traitance, le titulaire devra également fournir ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, **la liste nominative des salariés étrangers** soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

### **4.2 Modification des données administratives (clause de réexamen)**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

**Direction des Achats Marchés Publics**

Bâtiment 1 - 1er étage  
2 Place Pierre Viala  
34060 Montpellier Cedex

Email : [marches-publics@institut-agro.fr](mailto:marches-publics@institut-agro.fr)

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
  - à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
  - à son adresse ou à son siège social ;
  - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
  - à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
  - de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise.
- Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

#### **4.3 Obligation de conseil**

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit informer l'Institut Agro de Montpellier de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le présent marché pendant toute sa durée.

#### **4.4 Discrétion et confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation

#### **4.5 Accès**

Les immeubles de l'Institut Agro Montpellier sont équipés d'un contrôle d'accès, nécessitant une prise de contact préalable avec le responsable du site, ou son représentant, avant toute intervention, en vue de la mise à disposition d'un badge d'accès temporaire ou d'un accompagnateur.

Le Titulaire doit fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de laissez-passer permanents ou provisoires, qui peuvent être exigés pour la circulation du personnel. Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas muni de son laissez-passer remis par l'Institut Agro Montpellier.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et qu'elle qu'en soit la cause.



#### **4.6 Assurance**

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-PI, le Titulaire devra justifier, avant la notification du marché, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du présent marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En outre, le Titulaire doit informer l'Institut Agro Montpellier de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les 7 jours qui suivent sa décision.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'Institut Agro de Montpellier par la présentation des polices et quittances correspondantes.

#### **4.7 Sous-Traitance**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Institut Agro Montpellier l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, s'ils ne sont pas intervenus au moment de l'offre, doivent être demandés après la conclusion de l'accord-cadre, par remise d'une déclaration spéciale, formulaire DC 4 téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du Titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques, et ce en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de sous-traitance de l'accord-cadre, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement bénéficiaire, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

### **ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION**

#### **5.1 Vérifications quantitatives et qualitatives**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la remise des prestations dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

#### **5-2 Décisions après vérifications**

Ces opérations de vérification sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 29.4.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Conformément à l'article 29.4.2, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

## **ARTICLE 6 : PENALITES**

### **6.1. Pénalités de retard**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.

$$P = V * R / 500 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

### **6.2. Pénalités pour autres litiges d'exécution**

#### **6.2.1. Pénalités pour non-respect des moyens affectés au chantier définis dans l'offre**

Dans son offre, l'entreprise s'est engagée sur des moyens humains et matériels affectés à la prestation. Son offre technique est contractuelle donc ces moyens sont considérés comme contractuels.

En cas de non-affectation de ces moyens au chantier, qu'il s'agisse en moyens matériels ou humains, il peut être exigé leur mobilisation dans un délai de 48 heures.

En cas de non-respect de cette demande par l'entreprise, une pénalité de 500,00 € HT par jour ouvré sera appliquée.

#### **6.2.2. Pénalités en cas de non-repliement ou de remise en état de la zone d'intervention**

En cas de non remise en état de la zone d'intervention telle que prévue au CCTP, le titulaire encourt une pénalité définie comme suit :

- Des pénalités journalières d'un montant de 250,00 € HT par jour ouvré de retard pour la première semaine de retard ;
- Des pénalités journalières d'un montant de 500,00 € HT par jours ouvrés de retard supplémentaires pour la deuxième semaine (soit à partir du 6ème jour ouvré) ;
- Des pénalités journalières d'un montant de 1 000,00 € HT par jours ouvrés de retard supplémentaires au-delà de la deuxième semaine (soit à partir du 11ème jour ouvré).

Les pénalités sont encourues du fait de la constatation.

### **6.2.3. Autres pénalités spécifiques**

- Absence aux réunions de chantier d'une entreprise dont la présence est obligatoire : pénalité forfaitaire fixée à 600 € HT par absence,
- Non remise de documents : 500 € HT par document non remis,
- Non remise de documents lors des points d'avancement : 500 € HT par document non remis,
- Nettoyage du chantier : en cas de défaillance des entreprises, le nettoyage de chantier pourra être réalisé par une entreprise extérieure aux frais et risques de l'entreprise défaillante,
- Non-respect des règles d'hygiène, sécurité, santé : pénalité fixée à 500 € HT par infraction constatée,
- Défaut d'information du maître d'ouvrage / maître d'œuvre : pénalité fixée à 500 € HT par infraction constatée,
- En cas de retard dans la remise des documents et rapports finaux complets, le titulaire encourt une pénalité égale à 200 € HT par jour ouvré de retard,
- En cas de retard dans la prise en compte des observations formulées par le maître d'œuvre sur le contenu du DOE, le titulaire encourt une pénalité égale à 200 € HT par jour ouvré de retard.

### **6.3. Pénalités relatives à la sous-traitance**

#### **6.3.1. Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant**

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 500 euros sur simple constat de l'acheteur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

#### **6.3.2. Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance**

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur, par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI, à une pénalité journalière de 500 euros. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG PI.

### **6.4. Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers**

#### **6.4.1. Pénalités relatives la déclaration de détachement**

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 500 euros sur simple constat de l'acheteur.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI.

#### **6.4.2. Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers**

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 500 euros sur simple constat de l'acheteur.

#### **6.5 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail**

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 4.1 du présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 500 euros.

**Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du manquement.**

### **ARTICLE 7 : MODALITES FINANCIERES**

#### **7.1 Modalités de détermination des prix**

##### **7.1.1 Caractéristiques et contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le marché public est traité à prix forfaitaire.

##### **7.1.2 Variation et prix de règlements**

Le marché public est conclu à prix ferme.

#### **7.2 Modalités de règlements des comptes**

##### **7.2.1 Règlement du prix des prestations**

Chaque règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-PI. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture

NOTA : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations prévues au présent marché et constatées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les prestations sont payées à l'issue de leur exécution et de leur admission prononcée selon les modalités du présent CCAP.

Les pénalités dont le titulaire peut être redevable, sont réglées au moyen de précomptes sur les paiements à lui faire.

## **7.2.2 Modalités de facturation**

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7, D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du CCP, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique

**Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et selon les modalités définies ci-dessous.**

### **1/ Facture électronique**

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. **Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.**

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

### **2/ Dépôt de la facture électronique :**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants

- par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
  - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
  - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **7.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

### **7.4 Avance**

En application de l'article 11.1 du CCAG PI, le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %

Le titulaire peut y renoncer. Dans cette hypothèse, mention en est faite sur l'acte d'engagement.

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 30 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

### **7.5 Retenue de garantie et cautionnement**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

## **7.6 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique

## **7.7 Cession ou Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

# **ARTICLE 8 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, LIQUIDATION JUDICIAIRE, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT**

## **8.1 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Institut Agro de Montpellier. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **8.2 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents de l'Institut Agro de Montpellier sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public et à des conditions financières moins onéreuses (achats mutualisés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers.....).

### **8.3 Exécution par défaut**

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **9.1. Langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue Française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **9.2. Droit applicable**

Le droit applicable au présent accord-cadre est le droit français.

### **9.3. Monnaie**

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

## **ARTICLE 10 : DIFFERENTS ET LITIGES**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

## **ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations aux C.C.A.G.-PI, explicitées dans les articles, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCAP effectuant la dérogation	Article du CCAG-PI concerné
2.1-Pièces contractuelles	Article 4.2.1 du CCAG PI
2.1-Pièces contractuelles	Article 4.1 du CCAG PI
4.6- Assurance	Article 9.2 du CCAG PI



6.1- Pénalités de retard	Article 14.1.1 du CCAG PI
6.1- Pénalités de retard	Article 14.1.3 du CCAG PI
6.3.2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	Article 3.6.3 du CCAG PI
8.2 Résiliation	Article 40 du CCAG PI